

L'avenir du Twitter à la sauce Musk en quatre questions

Deal ! Le multimilliardaire Elon Musk acquiert Twitter pour 44 milliards de dollars. Et pose presque autant de questions sur l'avenir de la plateforme. Eclairage avec un expert en économie numérique.

LOUIS COLART

The bird is freed, « l'oiseau est libéré ». C'est en ces termes qu'Elon Musk a annoncé vendredi matin le rachat de Twitter. Où ? Sur Twitter, bien sûr. Et pour la bagatelle de 44 milliards de dollars – soit le tarif proposé fin avril, mais l'opération avait connu moult rebondissements. Une menace de procès en novembre, que le CA de Twitter avait de bonnes chances de remporter devant cet acquéreur versatile, a précipité l'accord.

La troisième personnalité la plus suivie du réseau (111 millions d'abonnés) a donc capturé l'oiseau bleu, avec une promesse de « libérer » les opinions. Une promesse qui ne va pas sans poser une myriade de questions, auxquelles Elon Musk n'a que très partiellement répondu. Quand il n'a pas carrément dit tout et son contraire, puis le contraire du contraire. Nouvelle ère dans un climat d'incertitude.

1

Un espace sans modération ?

Le propriétaire de Tesla le promet à chaque déclaration : il va rendre le réseau social « plus libre ». Que comprendre ? Abandon de la modération ? Frisson chez les ONG et une partie des utilisateurs (il faut dire que la modération sur Twitter était déjà perfectible, doux euphémisme). « Ce sera une question d'équilibre pour Elon Musk », prédit Nicolas van Zeebroeck, professeur d'économie et stratégie numériques à Solvay (ULB). « Il peut rêver de tirer le réseau social dans cette direction, mais sans atteindre le point de rupture. Je vois trois limites à ses velléités : la législation, notamment en Europe, les annonceurs, qui n'aiment pas les contenus clivants, ou des limites de la part des employés de Twitter. »

Un « oiseau libéré », certes, mais « en Europe, l'oiseau va voler selon nos règles », a gazouillé à l'intention de Musk le commissaire au Marché intérieur, Thierry Breton, vendredi. Le Français renvoyant à une vidéo les montrant tous les deux partager « la même ligne » (les mots étaient de l'Américain) sur la régulation des plateformes.

Dès l'annonce du deal, Elon Musk a tenté de rassurer les annonceurs, qui pèsent aujourd'hui 90 % des revenus de Twitter : il est « important pour l'avenir de la civilisation d'avoir une place publique en ligne où une grande



Twitter, c'est 238 millions d'utilisateurs quotidiens actifs. Finalement assez peu face à Meta (Facebook, Instagram...) et ses trois milliards.

© REUTERS.

variété d'opinions peuvent débattre de façon saine, sans recourir à la violence », a-t-il écrit dans un message leur étant spécifiquement adressé.

2

Un boulevard pour les extrêmes ?

« On va vite être fixés sur les ambitions d'Elon Musk », constate Nicolas van Zeebroeck. « Il faut déjà voir s'il va réintégrer Donald Trump. S'il le fait, on pourra compter sur Trump pour tester les limites du nouveau propriétaire. » L'ex-président américain, suivi par près de 89 millions de followers, a été viré du réseau social suite aux événements du Capitole. « Twitter est désormais entre de bonnes mains et ne sera plus dirigé par les fous de la gauche radicale qui détestent véritablement notre pays », a réagi Trump sur son propre réseau, Truth Social.

Libertarien revendiqué, Musk a une idéologie dont la droite radicale s'accommode volontiers. « Il faudra voir

comment la modération de Twitter va réagir sous la pression des mouvements extrêmes, particulièrement d'extrême droite. Si Elon Musk libère complètement la parole, ils pourraient s'engouffrer dans la brèche. Sans compter le risque d'ingérence étrangère. Bref : les sujets polémiques ne vont pas tarder à arriver », avance Nicolas van Zeebroeck. « Je m'attends à quelques décisions symboliques d'entrée, comme Elon Musk aime à le faire. Il a d'ailleurs immédiatement délogé une partie de la direction de Twitter. » Le patron, Parag Agrawal, et deux autres dirigeants ont été débarqués.

3

Un réseau social rentable ?

Twitter, c'est 238 millions d'utilisateurs quotidiens actifs. Un poussin face au mastodonte Meta (Facebook, WhatsApp, Instagram et leurs trois milliards d'utilisateurs quotidiens). Un poussin qui n'a jamais couvé de vrais

bénéfices et ultradépendant des revenus publicitaires. Le groupe californien a réalisé, d'avril à juin, un chiffre d'affaires de 1,2 milliard de dollars, près de 25 fois inférieur à celui de Meta. Il est aussi retombé dans le rouge : perte nette de 270 millions.

L'autoproclamé « Chief Twit » (twit signifie « crétin » en anglais, on ne rera pas Elon Musk...) assure qu'il n'a pas racheté Twitter « pour se faire de l'argent », mais pour « essayer d'aider l'humanité ». Ce qui ne devrait pas empêcher le boss de SpaceX de renvoyer à terme 75 % des 7.500 employés de Twitter. Et de sortir la firme de sa cotation à la Bourse.

Pour développer son joujou, Elon Musk a esquissé un projet baptisé « X ». Il consisterait à s'inspirer de l'application chinoise WeChat, sorte de plateforme à tout faire qui regroupe plusieurs services. « Cela fait sens de vouloir une application avec laquelle on fait un peu tout : débattre, mais aussi acheter un objet ou commander un taxi. Mais il n'est pas dit que Twitter soit la mieux positionnée pour proposer des usages multiples », analyse avec circonspection le professeur à Solvay.

4

Vers la mort de Twitter ?

Comment le rachat par Elon Musk pourrait-il tuer le réseau social ? Nicolas van Zeebroeck voit deux hypothèses fatales : primo, si les utilisateurs ou les annonceurs tournaient le dos à la plateforme. « Ce n'est pas du domaine de l'impossible. » Secundo, si les employés de l'oiseau bleu quittaient massivement le navire. « On dit que près de 700 employés ont déjà quitté Twitter depuis le début de l'été pour diverses raisons, philosophiques ou pécuniaires. Le risque est de perdre un grand nombre de talents en peu de temps », souligne le professeur d'économie numérique.

Toutefois, « Twitter occupe un espace tout à fait particulier, unique ». Prisé par les célébrités et les politiques, le réseau social de microblogging a bouché l'espace à toute concurrence sérieuse. Les alternatives sont peu connues, les autres grandes plateformes ne proposent pas la même expérience. « Mais si Twitter devenait un repoussoir pour les utilisateurs ou annonceurs, on pourrait alors voir naître des alternatives mieux contrôlées, ou produites en open source », parie Van Zeebroeck.

BOURSES

Amazon trébuche : 116 milliards partis en fumée

Amazon a vu sa capitalisation passer sous la barre des 1.000 milliards de dollars vendredi, après avoir subi de lourdes pertes en Bourse. Les perspectives financières du géant américain du commerce électronique ont fait chuter ses actions de 12 % après l'ouverture des échanges à la Bourse de New York. Amazon a ainsi vu 116 milliards de

dollars de sa valeur boursière partir en fumée. L'action a ainsi chuté à son plus bas niveau depuis avril 2020, au début de la crise du coronavirus. Dans les échanges après clôture de la Bourse américaine jeudi, les actions avaient déjà perdu jusqu'à 21 %. Les investisseurs semblent avoir été surpris par les prévisions que la société de commerce et de technologie en ligne a publiées pour le dernier trimestre de cette année, avec l'importante période des fêtes. Au cours du dernier trimestre, la société a en outre dû faire face à des effets de change défavorables en dehors de son marché d'origine américain et son bénéfice net a baissé. De nombreuses grandes entreprises américaines ont déjà vu leur valeur boursière s'effondrer cette année. Le constructeur de voitures électriques Tesla, qui valait plus de 1.200 milliards de dollars à un moment donné, a, par exemple, sombré à 710 milliards de dollars. Meta, la société mère de Facebook, a, elle, per-

du environ les trois quarts de sa valeur boursière après avoir atteint un sommet de 1.080 milliards de dollars, l'année dernière. Apple, autre grande entreprise technologique ayant publié ses chiffres trimestriels, voyait, elle, son action croître de 3,7 % vendredi. BELGA

CONJONCTURE

Retards de paiements : un premier rappel gratuit et des frais plafonnés

Le conseil des ministres a approuvé vendredi un projet de réforme du ministre de l'Économie Pierre-Yves

Dermagne visant à mieux encadrer les frais pour retard de paiement. « On peut effectivement contracter une dette, oublier de payer, ne pas recevoir à temps sa facture et se retrouver très vite avec des frais supplémentaires exorbitants à devoir rembourser. Il était indispensable d'apporter une solution face à la problématique des intérêts de retard ainsi qu'aux indemnités forfaitaires. Ces coûts exorbitants s'ajoutent trop souvent à une facture impayée », explique le ministre PS. Dès lors, le premier rappel qui sera envoyé au consommateur sera gratuit. Ce rappel va lui permettre de payer sa dette, sans frais supplémentaire. A la réception du rappel, le consommateur disposera de 14 jours pour se mettre en ordre. Si la dette reste impayée au terme du délai de 14 jours, des intérêts de retard et des frais forfaitaires pourront être appliqués, mais qui seront plafonnés pour éviter les clauses excessives. BELGA

20010656

Votre confort, notre réconfort

-18%

au bon repos
MASON DEKOCK, SINCE 1898

aubonrepos.be
Service voiturier offert les samedis et le dimanche 30/10. Parking privé.

Du 8 au 31 octobre
Sur la literie, le linge de lit, les canapés-lits, les relax et dressings.

Ouvert le dimanche 30 octobre, de 10 à 18h

*voir conditions en magasin